

Province de Québec

4 avril 2023

Séance ordinaire des membres du conseil de la municipalité de Saint-Valérien, tenue au bureau municipal, salle du conseil, lundi le 3 avril 2023 à 20h00.

Sont présents: Donald Dubé, Christian Beaulieu, Gilles St-Pierre, Ghislain Blais, France Michaud et Carl Desrosiers.

Tous conseillers formant quorum sous la présidence de Monsieur Robert Savoie, maire. 6 personnes présentes dans la salle.

Ouverture de la séance

2023-62 Lecture de l'ordre du jour

Il est proposé par Christian Beaulieu, appuyé par Gilles St-Pierre et résolu à l'unanimité que l'ordre du jour est accepté avec le divers ouvert.

2023-63 Lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du 6 mars 2023

Il est proposé par Carl Desrosiers, appuyé par France Michaud et résolu à l'unanimité que le procès-verbal est accepté tel que lu.

Correspondance citoyenne

2023-64 Accepter les comptes du mois de mars 2023

La liste des comptes du mois de mars est classée aux archives à la section « Finances » sous le numéro 3-19 et fait partie intégrante du présent procès-verbal.

Il est proposé par France Michaud, appuyé par Christian Beaulieu et résolu à l'unanimité que le conseil municipal accepte les comptes du mois de mars au montant de 84,682.98\$ incluant les factures du Fonds de l'information foncière 25\$, Linde Canada 74.98\$, Propulse Énergies 1,537.36\$, Atelier Gaétan Fournier 70.15\$, Équipements Pierre-Paul Beaulieu 137.97\$, et en autorise le paiement.

2023-65 Augmentation de coûts – honoraires professionnels vérificateurs

Il est proposé par Donald Dubé, appuyé par Gilles St-Pierre et résolu à l'unanimité que le conseil municipal accepte l'augmentation de coûts pour l'audit 2022 et Recyc-Québec au montant total de 3,475\$, due aux augmentations salariales de la firme et à une nouvelle norme comptable.

2023-66 Transferts budgétaires

Il est proposé par Ghislain Blais, appuyé par Christian Beaulieu et résolu à l'unanimité que le conseil municipal autorise les transferts budgétaires selon la liste soumise en date du 3 avril 2023.

Assemblée publique de consultation – règlement # 2023-352 modifiant le règlement de zonage 2013-270 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de modifier certaines dispositions

Aucune question ou commentaire dans la salle.

2023-67 Adoption du 2^e projet de règlement 2023-352 modifiant le règlement de zonage 2013-270 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de modifier certaines dispositions

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté un règlement de zonage portant le numéro 2013-270 pour l'ensemble de son territoire;

ATTENDU QUE selon la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), la Municipalité de Saint-Valérien peut modifier son règlement de zonage ;

ATTENDU QUE certaines dispositions du règlement doivent être revues tenant compte de l'évolution des demandes et besoins des citoyens;

ATTENDU QU'un avis de motion a dûment été donné à la séance ordinaire du 6 mars 2023 par Ghislain Blais, conseiller ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Gilles St-Pierre, appuyé par Ghislain Blais et résolu à l'unanimité que le 2^e projet de règlement numéro 2023-352 soit et est adopté sans modification.

Assemblée publique de consultation – règlement # 2023-354 modifiant le règlement sur les permis et certificats 2013-274 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer la procédure en cas d'infraction

Aucune question ou commentaire dans la salle.

2023-68 Adoption du règlement 2023-354 modifiant le règlement sur les permis et certificats 2013-274 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer la procédure en cas d'infraction

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté un règlement sur les permis et certificats portant le numéro 2013-274 pour l'ensemble de son territoire;

ATTENDU QUE selon la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), la Municipalité de Saint-Valérien peut modifier son règlement sur les permis et certificats;

ATTENDU QUE la procédure en cas d'infraction nécessite une clarification;

ATTENDU QUE la Municipalité a tenu une séance de consultation publique sur le projet de règlement et sur les conséquences de son adoption le 3 avril 2023, conformément à la Loi;

ATTENDU QU'un avis de motion a dûment été donné à la séance ordinaire du 6 mars 2023 par Donald Dubé, conseiller;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Beaulieu, appuyé par Ghislain Blais et résolu à l'unanimité que le règlement numéro 2023-354 soit et est adopté et que le conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit :

Section I DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 1 TITRE

Le présent règlement porte le numéro 2023-354 et s'intitule « *Règlement 2023-354 modifiant le règlement sur les permis et certificats 2013-274 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer la procédure en cas d'infraction* ».

Section II DISPOSITIONS NORMATIVES

ARTICLE 2 PROCÉDURE EN CAS D'INFRACTION

L'article 19 intitulé « Procédure en cas d'infraction » est modifié. La modification consiste à remplacer le 2^e alinéa par le texte suivant :

« Dans le cas où le contrevenant refuse d'obtempérer dans les délais prévus à l'avis d'infraction, le fonctionnaire désigné peut délivrer un constat d'infraction. Toutefois, dans certaines situations où le dépôt d'un avis d'infraction préalable est jugé inutile par le fonctionnaire désigné, il peut délivrer le constat d'infraction sur le champ. »

Section III DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Marie-Paule Cimon, dir. gén.

Robert Savoie, maire

Assemblée publique de consultation – règlement # 2023-356 modifiant le règlement sur les dérogations mineures 2013-273 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer les critères d'évaluation d'une demande de dérogation mineure

Aucune question ou commentaire dans la salle.

2023-69 Adoption du règlement 2023-356 modifiant le règlement sur les dérogations mineures 2013-273 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer les critères d'évaluation d'une demande de dérogation mineure

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté un règlement sur les dérogations mineures portant le numéro 2013-273 pour l'ensemble de son territoire;

ATTENDU QUE le projet de loi 67 a modifié la Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme en 2021;

ATTENDU QUE la modification de la Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme a eu pour effet de modifier plusieurs dispositions sur les dérogations mineures;

ATTENDU QUE la Municipalité a tenu une séance de consultation publique sur le projet de règlement et sur les conséquences de son adoption le 3 avril 2023, conformément à la Loi;

ATTENDU QU'un avis de motion a dûment été donné à la séance ordinaire du 6 mars 2023 par Ghislain Blais, conseiller;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Donald Dubé, appuyé par Gilles St-Pierre et résolu à l'unanimité que le règlement numéro 2023-356 soit et est adopté et que le conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit :

Section I DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 1 TITRE

Le présent règlement porte le numéro 2023-356 et s'intitule « *Règlement 2023-356 modifiant le règlement sur les dérogations mineures 2013-273 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer les critères d'évaluations d'une demande de dérogation mineure* ».

Section II DISPOSITIONS NORMATIVES

ARTICLE 2 CRITÈRE D'ÉVALUATION D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE
L'article 15 intitulé « Critère d'évaluation d'une demande de dérogation mineure » est modifié. La modification consiste à ajouter, après le paragraphe 6, les paragraphes suivants :

7° *La dérogation ne doit pas avoir pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité publique;*

8° *La dérogation ne doit pas avoir pour effet d'aggraver les risques en matière de santé publique;*

9° *La dérogation ne doit pas porter atteinte à la qualité de l'environnement;*

10° *La dérogation ne doit pas porter atteinte au bien-être général;*

11° *La dérogation doit avoir un caractère mineur;*

ARTICLE 3 FRAIS EXIGIBLES

L'article 17 intitulé « Frais exigibles » est modifié. La modification consiste à remplacer les éléments suivants :

1) *Changer le montant de 100\$ par le montant de 200\$ dans le premier paragraphe du premier alinéa;*

2) *Changer le montant de 200\$ par le montant de 300\$ dans le deuxième alinéa;*

Section III DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 4 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Marie-Paule Cimon, dir. gén.

Robert Savoie, maire

2023-70 Adoption du 1^{er} projet de règlement 2023-357 sur la démolition d'immeubles

CONSIDÉRANT QUE le projet de loi 69 intitulé Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives est entré en vigueur le 1er avril 2021;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Valérien doit adopter le règlement prévu au chapitre V.0.1 du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) afin de contrôler la démolition d'immeubles au plus tard le 1er avril 2023;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité doit se doter d'un Comité de démolition afin de pouvoir rendre des décisions sur les demandes, conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE ce règlement vise à assurer la protection du patrimoine bâti et la réutilisation adéquate du sol dégagé;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a dûment été donné à la séance ordinaire du _____ 2023 par _____, conseiller ;

CONSIDÉRANT QUE la procédure d'adoption applicable au règlement a été suivie;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité doit adopter un règlement de démolition afin de se conformer aux nouvelles exigences visant la protection des immeubles patrimoniaux;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Ghislain Blais, appuyé par Gilles St-Pierre et résolu à l'unanimité que le 1er projet de règlement numéro 2023-357 sur la démolition d'immeubles soit et est adopté et que le conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit :

1. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1 TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement s'intitule « Règlement no 2023-357 relatif à la démolition d'immeubles ».

1.2 TERRITOIRE ASSUJETTI

Le présent règlement, dont les dispositions s'imposent aux personnes physiques comme aux personnes morales de droit public ou privé, s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité de Saint-Valérien.

1.3 OBJET

Le présent règlement a pour objet de régir la démolition de certains immeubles conformément au chapitre V.0.1 du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

1.4 VALIDITÉ

Le Conseil adopte le présent règlement dans son ensemble et également titre par titre, chapitre par chapitre, article par article, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe et alinéa par alinéa, de sorte que, si un titre, un chapitre, un article, un paragraphe, un sous-paragraphe ou un alinéa du présent règlement était ou devrait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du règlement demeureraient en vigueur.

Le règlement reste en vigueur et est exécutoire jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé par l'autorité compétente.

1.5 MODE D'AMENDEMENT

Les dispositions de ce règlement ne peuvent être modifiées ou abrogées que par un règlement adopté conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

2. DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

2.1 SYSTÈME DE MESURE

Toute dimension donnée dans le présent règlement est indiquée en unité métrique du système international (SI).

2.2 RENVOIS

Tous les renvois à un autre règlement contenus dans le présent règlement sont ouverts, c'est-à-dire qu'ils s'étendent à toute modification que pourrait subir un autre règlement faisant l'objet du renvoi postérieurement à l'entrée en vigueur du règlement.

2.3 PRÉSENCE D'UNE DISPOSITION

Dans le présent règlement, à moins d'indication contraire, les règles suivantes s'appliquent :

- 1) En cas de contradiction entre le texte et un titre, le texte prévaut;
- 2) En cas de contradiction entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut.

2.4 PRÉSÉANCE D'UNE DISPOSITION SPÉCIFIQUE ET D'UNE DISPOSITION RESTRICTIVE

En cas d'incompatibilité entre deux dispositions du règlement ou entre une disposition du règlement et une disposition contenue dans un autre règlement, la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale.

En cas d'incompatibilité entre des dispositions restrictives ou prohibitives contenues dans le règlement ou entre une disposition restrictive ou prohibitive contenue au règlement et une disposition contenue dans un autre règlement, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique, à moins d'indications contraires.

2.5 TERMINOLOGIE

Les expressions, termes et mots utilisés dans le présent règlement ont le sens et l'application qui leur sont attribués au chapitre ayant trait à la terminologie du règlement no 2023-357 sur la démolition d'immeubles en vigueur. Si un mot ou une expression n'est pas spécifiquement défini à ce chapitre, il s'entend dans son sens commun défini au dictionnaire. Malgré ce qui précède, les mots ou expressions qui suivent ont la signification qui leur est attribuée dans le présent règlement :

« Immeuble patrimonial » : Un immeuble cité conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (c. P-9.002), situé dans un site patrimonial cité conformément à cette loi ou inscrit dans un inventaire visé au premier alinéa de l'article 120 de cette loi;

« Logement » : Un logement au sens de la Loi sur le Tribunal administratif du logement (c. T-15.01).

« Démolition » : Intervention qui entraîne la destruction ou le démantèlement de 40 % ou plus du volume d'un immeuble, sans égard aux fondations. Pour un immeuble patrimonial, il s'agit d'une intervention qui entraîne la destruction ou le démantèlement de 15 % ou plus du volume de l'immeuble, sans égard aux fondations.

Est assimilé à une démolition le fait de :

- a) déplacer un immeuble sur un autre terrain;
- b) la destruction ou le démantèlement de plus de 50 % de la surface de l'ensemble des murs extérieurs, incluant les ouvertures, mais pas les fondations;
- c) la destruction ou le démantèlement de plus de 50 % de la toiture;
- d) la destruction ou le démantèlement cumulatif de parties de bâtiment sur une période de 36 mois ayant pour effet de constituer l'une ou l'autre des actions visées au premier alinéa et aux paragraphes a) et b) du second alinéa.

3. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

3.1 ADMINISTRATION DU RÈGLEMENT

L'administration du présent règlement est confiée au fonctionnaire désigné par résolution du conseil municipal.

3.2 AUTORITÉ COMPÉTENTE

L'autorité compétente est composée de toute personne nommée à titre de « fonctionnaire désigné » par résolution du Conseil municipal. Des représentants ayant les mêmes pouvoirs et devoirs sont désignés par résolution du Conseil municipal. Dans le présent règlement, l'utilisation de

l'expression « fonctionnaire désigné » équivaut à l'utilisation de l'expression « autorité compétente ».

3.3 POUVOIRS ET DEVOIRS DU FONCTIONNAIRE DÉSIGNÉ :

Les pouvoirs et les devoirs du fonctionnaire désigné sont définis au règlement sur les permis et les certificats #2013-274 en vigueur.

3.4 COMITÉ DE DÉMOLITION

3.4.1 MANDAT

Le Comité de démolition de la Municipalité de Saint-Valérien, désigné comme étant le Comité dans le présent règlement, constitué en vertu du présent article a pour fonction d'autoriser les demandes de certificat d'autorisation pour la démolition et d'exercer tout autre pouvoir que lui confère le présent règlement. Le mandat du Comité est :

- 1) d'étudier les demandes de démolition d'un immeuble devant être soumises à l'étude par le Comité selon le présent règlement;
- 2) d'accepter ou de refuser les demandes de certificat d'autorisation de démolition;
- 3) de fixer les conditions nécessaires à l'émission d'un certificat d'autorisation de démolition;
- 4) d'exercer tout autre pouvoir que lui confère la loi ou le présent règlement.

3.4.2 COMPOSITION DU COMITÉ

Le conseil municipal s'attribue les fonctions d'autoriser les demandes de démolition et d'exercer tout autre pouvoir que lui confère le chapitre V.0.1 du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1). À ces fins, lors d'une séance publique, le conseil municipal :

- 1) étudie les demandes de démolition;
- 2) accepte ou refuse les demandes d'autorisation de démolir un bâtiment assujéti au présent règlement;
- 3) impose toute condition relative à la démolition du bâtiment ou à la réutilisation du sol dégagé;
- 4) exerce tout autre pouvoir que lui confère la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ou le présent règlement;
- 5) peut s'adjoindre des personnes ressources de compétence reconnue dans les domaines reliés à l'architecture, le patrimoine, l'urbanisme, l'ingénierie et/ou tout autre domaine pertinent à la demande.

3.4.3 DURÉE DU MANDAT

Le mandat des membres du Comité est d'une durée d'un an et il est renouvelable par résolution du Conseil. À défaut d'une résolution, le mandat se renouvelle automatiquement.

3.4.4 DÉMISSION, VACANCES, RENOUVELLEMENT

Un membre du Conseil qui cesse d'être membre du Comité avant la fin de son mandat, qui est empêché d'agir ou qui a un intérêt personnel direct ou indirect dans une affaire dont est saisi le Comité, est remplacé par un autre membre du Conseil désigné par le Conseil pour la durée non expirée de son mandat, ou pour la durée de son empêchement ou encore pour la durée de l'audition de l'affaire dans laquelle il a un intérêt, selon le cas.

3.4.5 SÉANCES

Le Comité tient une audition publique lorsque la demande d'autorisation est relative à un immeuble patrimonial ainsi que dans tout autre cas où il l'estime opportun. Les séances sont publiques.

- Séances : Les séances du Comité sont publiques, mais les délibérations du Comité sont tenues à huis clos. Les décisions sont rendues en public.
- Quorum : Le quorum requis pour la tenue d'une séance du Comité est de trois (3) membres. Le quorum doit être maintenu pendant toute la durée de la séance.
- Droit de vote : Chaque membre du Comité possède un vote et les décisions sont prises à la majorité des voix.

4. TRAVAUX DE DÉMOLITION DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE AUTORISATION

4.1 OBLIGATION D'OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION

Nul ne peut procéder à la démolition d'un immeuble à moins que le propriétaire n'ait au préalable obtenu un certificat d'autorisation à cet effet, conformément au règlement sur les permis et les certificats #2013-274 en vigueur.

4.2 EXCEPTIONS :

La démolition d'un immeuble est interdite, à moins que le propriétaire n'ait été autorisé à cet effet conformément au présent règlement.

À l'exception du cas d'un immeuble patrimonial, malgré le premier alinéa, le présent règlement ne s'applique pas dans les cas suivants :

- 1) Une démolition d'un bâtiment accessoire au sens des règlements d'urbanisme en vigueur;
- 2) Une démolition d'un bâtiment temporaire au sens des règlements d'urbanisme en vigueur;
- 3) Une démolition d'un immeuble appartenant à la Municipalité;
- 4) Une démolition partielle d'un immeuble représentant 33 % ou moins de sa superficie au sol, sans égard aux fondations;
- 5) Une démolition exigée par la Municipalité d'un immeuble construit à l'encontre des règlements d'urbanisme;
- 6) Une démolition ordonnée en vertu des articles 227, 229 ou 231 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);
- 7) Une démolition d'un immeuble ayant perdu plus de la moitié (50 %) de sa valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur au moment d'un incendie ou d'un sinistre;
- 8) Une démolition d'un immeuble menacé par l'imminence d'un sinistre majeur au sens de la Loi sur la sécurité civile (RLRQ, c. S-2.3);
- 9) Une démolition requise pour permettre la réalisation d'un projet à une fin municipale.
- 10) Une maison mobile, roulotte (résidentielle et commerciale);
- 11) Un bâtiment agricole.

4.3 CONTENU DE LA DEMANDE

La demande de certificat d'autorisation pour la démolition doit être signée par le propriétaire ou son représentant autorisé et être accompagnée des renseignements et documents suivants :

- 1) Les noms, prénoms et numéros de téléphone du propriétaire ou de son mandataire;
- 2) La procuration signée par le propriétaire lorsque la demande est présentée par un mandataire;
- 3) La copie de tout titre établissant que le requérant est propriétaire de l'immeuble visé ou un document
- 4) Établissement qu'il détient une option d'achat sur cet immeuble;
- 5) Le certificat de localisation de l'immeuble à démolir;

- 6) Les motifs qui justifient la démolition au regard des critères d'évaluation énoncés au présent règlement;
- 7) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entrepreneur général responsable de la démolition ou de
- 8) la personne qui exécutera les travaux de démolition;
- 9) L'échéancier et le coût prévu pour la réalisation des travaux de démolition;
- 10) La description des mesures prévues pour procéder à la démolition, au nettoyage des lieux et, s'il y a lieu, à
- 11) la récupération des matériaux;
- 12) Des photographies en couleurs de chaque élévation de l'immeuble;
- 13) Des photographies montrant chacune des pièces intérieures du bâtiment;
- 14) Des photographies des immeubles voisins permettant de comprendre le contexte d'insertion;
- 15) Dans le cas d'un immeuble comprenant un ou plusieurs logements, le nombre et la superficie des logements que le bâtiment comporte;
- 16) Dans le cas d'un immeuble comprenant un ou plusieurs logements, la déclaration du propriétaire indiquant que chacun des locataires a été avisé, soit par courrier recommandé, soit par courrier certifié, de son intention d'obtenir une autorisation de démolition auprès du Comité;
- 17) Dans le cas d'un immeuble comprenant un ou plusieurs logements, les conditions de relogement des locataires;
- 18) Un rapport sur l'état du bâtiment, préparé par un architecte ou un ingénieur spécialisé ayant une expertise dans le domaine du patrimoine bâti;
- 19) Une analyse économique détaillée indiquant les coûts de restauration à encourir pour lui redonner sa pleine valeur et démontrant que le bâtiment est dans un tel état qu'il ne peut être raisonnablement rénové;
- 20) Des relevés ou factures démontrant que le bâtiment à démolir est chauffé et entretenu adéquatement;
- 21) Une analyse des impacts du projet sur les arbres et les mesures de préservation mises en place, réalisée par un expert, le cas échéant;
- 22) Dans le cas d'un terrain contaminé, l'échéancier des travaux de décontamination et le coût probable de ces travaux;
- 23) Dans le cas d'un immeuble patrimonial, une étude patrimoniale réalisée par un expert en la matière;
- 24) Tout autre document que le requérant juge approprié pour appuyer sa demande.

4.4 FRAIS EXIGIBLES

Les frais exigibles sont acquittables lors de la délivrance du certificat. Aucun montant n'est exigé pour l'étude et le traitement d'une demande d'autorisation de démolition. Pour la délivrance du certificat, les frais exigibles pour la délivrance du certificat d'autorisation sont de 50\$. Les frais ne sont pas remboursables.

4.5 DEMANDE COMPLÈTE

La demande de démolition est considérée comme complète lorsque tous les documents et plans requis ont été déposés auprès du fonctionnaire désigné. À la demande du fonctionnaire désigné, le requérant doit fournir toute information supplémentaire pour la compréhension parfaite de la demande. Lorsque la demande est complète, elle est transmise au Comité. Si les documents et plans sont incomplets ou imprécis, l'examen de la demande est suspendu jusqu'à ce que les renseignements et documents exigés aient été fournis par le requérant.

4.6 CADUCITÉ DE LA DEMANDE

La demande d'autorisation devient caduque si le requérant n'a pas déposé tous les documents et renseignements requis à l'intérieur d'un délai de 6 mois à partir du dépôt de la demande.

4.7 AVIS PUBLIC

Dès que le Comité est saisi d'une demande d'autorisation de démolition, il doit faire publier un avis public de la demande et faire afficher, sur l'immeuble visé par la demande, un avis facilement visible pour les passants. L'avis public et l'affiche doivent inclure les éléments suivants :

- 1) La désignation de l'immeuble affecté au moyen de la voie de circulation et de son numéro d'immeuble ou à défaut, du numéro cadastral;
- 2) La date, l'heure et le lieu de la séance publique au cours de laquelle le Comité statuera sur la demande d'autorisation de la démolition;
- 3) Le libellé suivant : « Toute personne qui veut s'opposer à la démolition doit, dans les 10 jours de la publication de l'avis public ou, à défaut, dans les 10 jours qui suivent l'affichage de l'avis sur l'immeuble concerné, faire connaître par écrit son opposition motivée à la greffière trésorière, greffier-trésorier.

4.8 TRANSMISSION DE L'AVIS PUBLIC AU MINISTRE

Lorsque la demande est relative à un immeuble patrimonial, une copie de l'avis public visé à l'article 4.7 doit être transmise sans délai au ministre de la Culture et des Communications.

4.9 AVIS AUX LOCATAIRES

Le requérant doit faire parvenir, par courrier recommandé ou certifié, un avis de la demande d'autorisation à chacun des locataires de l'immeuble. Il doit fournir au Comité une preuve suffisante de cet envoi. Le Comité peut refuser d'étudier une demande lorsqu'il n'est pas démontré à sa satisfaction qu'un locataire a été dûment avisé de la demande.

4.10 OPPOSITION À LA DÉMOLITION

Toute personne qui veut s'opposer à la démolition doit, dans les 10 jours de la publication de l'avis public ou, à défaut, dans les 10 jours qui suivent l'affichage de l'avis sur l'immeuble concerné, faire connaître par écrit son opposition motivée à la greffière, greffier ou greffière-trésorière, greffier-trésorier.

4.11 ACQUISITION D'UN IMMEUBLE VISÉ PAR LA DÉMOLITION

Lorsque l'immeuble visé par la demande comprend un ou plusieurs logements, une personne qui désire acquérir cet immeuble pour en conserver le caractère locatif résidentiel peut, tant que le Comité n'a pas rendu sa décision, intervenir par écrit auprès du greffière, greffier ou greffière-trésorière, greffier-trésorier, pour demander un délai afin d'entreprendre ou de poursuivre des démarches en vue d'acquérir l'immeuble. Une telle intervention peut également être faite par une personne qui désire acquérir un immeuble patrimonial visé par une demande d'autorisation de démolition pour en conserver le caractère patrimonial. Si le Comité estime que les circonstances le justifient, il reporte le prononcé de sa décision et accorde à l'intervenant un délai d'au plus deux mois à compter de la fin de l'audition pour permettre aux négociations d'aboutir. Le Comité ne peut reporter le prononcé de sa décision pour ce motif qu'une fois.

4.12 CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA DEMANDE

Avant de se prononcer sur une demande de certificat d'autorisation de démolition, le Comité doit considérer les critères suivants :

- 1) l'état de l'immeuble visé par la demande;
- 2) la valeur patrimoniale de l'immeuble;
- 3) la détérioration de la qualité de vie du voisinage;
- 4) le coût de la restauration de l'immeuble;
- 5) l'utilisation projetée du sol dégagé;

- 6) lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements :
 - a) le préjudice causé aux locataires;
 - b) les effets sur les besoins en matière de logement dans les environs.

Lorsque la demande vise un immeuble patrimonial, le Comité doit considérer, en plus des critères de l'alinéa précédent, les critères additionnels suivants :

- 1) l'histoire de l'immeuble;
- 2) la contribution de l'immeuble à l'histoire locale;
- 3) le degré d'authenticité et d'intégrité de l'immeuble;
- 4) la représentativité d'un courant architectural particulier;
- 5) la contribution de l'immeuble à un ensemble à préserver.

S'il y a lieu, le Comité doit également considérer les oppositions reçues à la délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition.

4.13 CONSULTATION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

La consultation obligatoire du conseil local du patrimoine au sens de l'article 117 de la Loi sur le patrimoine culturel (c. P-9002), lorsque le Comité est saisi d'une demande relative à un immeuble patrimonial, n'est requise que si la municipalité est dotée d'un tel conseil (LAU, art. 148.0.10). Le conseil local du patrimoine est un comité facultatif constitué par règlement du Conseil municipal. Celui-ci a pour fonction de donner son avis au Conseil sur toute question relative à l'identification, à la protection et à la mise en valeur du patrimoine culturel. Le conseil local du patrimoine doit recevoir et entendre toute personne intéressée en ce qui a trait aux projets d'identification et de citation de la municipalité. Le Conseil municipal peut choisir d'attribuer les fonctions du conseil local du patrimoine à son comité consultatif d'urbanisme (LPC, art. 152 et suivants).

4.14 CONFORMITÉ AUX RÈGLEMENTS

Le Comité doit s'assurer avant de rendre sa décision que toutes les procédures et autres dispositions réglementaires applicables soient rencontrées.

4.15 DÉCISION DU COMITÉ

Le Comité accorde ou refuse la demande d'autorisation. La décision du Comité concernant la démolition doit être motivée et transmise sans délai à toute partie en cause, par poste recommandée. La décision est accompagnée d'un avis qui explique les règles applicables parmi celles qui sont prévues.

4.16 CONDITIONS RELATIVES À L'AUTORISATION DE LA DEMANDE

Lorsque le Comité accorde l'autorisation, il peut imposer toute condition relative à la démolition de l'immeuble ou à la réutilisation du sol dégagé. Il peut notamment, et de manière non limitative :

- 1) déterminer les conditions de relogement d'un locataire, lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements;
- 2) exiger que le propriétaire fournisse à la municipalité, préalablement à la délivrance d'un certificat d'autorisation, une garantie financière pour assurer le respect de toute condition fixée par le Comité.

4.17 DÉLAI DE DÉMOLITION

Lorsque le Comité accorde l'autorisation, il peut fixer le délai dans lequel les travaux de démolition doivent être entrepris et terminés.

4.18 MODIFICATION

Le Comité peut modifier le délai fixé à l'article 4.17, pourvu que la demande lui en soit faite avant l'expiration de ce délai et que le motif soit raisonnable.

4.19 GARANTIE MONÉTAIRE

Préalablement à l'émission, par un officier municipal, du certificat autorisant la démolition d'un bâtiment principal et lorsqu'une garantie monétaire est exigée par le comité, le propriétaire du bâtiment doit remettre à la municipalité une garantie monétaire de l'exécution du projet de remplacement approuvé par le conseil.

Cette garantie doit être d'un montant égal à 50 % de la valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière du bâtiment principal visé par la demande d'autorisation de démolition. Le montant de la garantie monétaire ne peut toutefois pas excéder 100 000 \$.

Cette garantie financière doit prendre l'une des formes suivantes :

- 1) un chèque certifié, un mandat bancaire ou une traite bancaire payable à la municipalité;
- 2) une lettre de garantie irrévocable émise par une institution financière en faveur de la municipalité et valide pour une période de 365 jours. Dans le cas où les travaux sont débutés, mais ne sont pas terminés, la garantie monétaire doit être prolongée de 365 jours. Cette garantie monétaire est remise au requérant de la façon suivante :

- a. 50 % de la garantie monétaire lorsque les fondations du bâtiment de remplacement sont terminées. Le demandeur doit alors aviser la municipalité;
- b. 25 % de la garantie monétaire lorsque les travaux extérieurs sont complétés, incluant le revêtement extérieur du bâtiment ainsi que l'aménagement extérieur;
- c. 25 % de la garantie monétaire si les travaux sont terminés dans les délais prévus. À défaut de respecter ces délais, la municipalité pourra saisir ce montant.

4.20 CESSION À UN TIERS

Lorsque l'immeuble fait l'objet, en tout ou en partie, d'une cession à un tiers avant que les travaux ne soient entièrement complétés, le nouvel acquéreur ne peut poursuivre ces travaux avant de s'être engagé par écrit à respecter le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé qui a été approuvé ainsi que l'ensemble des conditions de l'autorisation de démolition.

Lorsque l'immeuble fait l'objet, en tout ou en partie, d'une cession à un tiers, pendant les travaux ou après l'achèvement des travaux, la personne qui a fourni à la Municipalité la garantie monétaire exigée continue à être assujettie à l'obligation de la maintenir en vigueur tant que ne sont pas remplies les conditions imposées par le comité, à moins que le nouvel acquéreur ne fournisse la nouvelle garantie monétaire exigée par le comité, laquelle doit être conforme à l'article 3.19 du présent règlement.

Lorsque l'immeuble fait l'objet, en tout ou en partie, d'une cession à un tiers, la Municipalité peut encaisser la garantie monétaire, qui avait été fournie par le vendeur, si le nouvel acquéreur n'exécute pas les travaux entrepris ou ne remplit pas les conditions imposées par le comité.

5. PROCÉDURE DE RÉVISION ET DE DÉSAVEU

5.1 DÉLAI DE RÉVISION

Toute personne peut, dans les 30 jours de la décision du Comité, demander au Conseil de réviser cette décision. Le Conseil peut, de son propre chef, dans les 30 jours d'une décision du Comité qui autorise la démolition d'un immeuble patrimonial, adopter une résolution exprimant son intention de réviser cette décision. Tout membre du Conseil, y compris un membre du Comité, peut siéger au Conseil pour réviser une décision du Comité.

5.2 DÉCISION DU CONSEIL

Le Conseil peut confirmer la décision du Comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû prendre.

5.3 TRANSMISSION D'UN AVIS À LA MRC

Lorsque le Comité autorise la démolition d'un immeuble patrimonial et que sa décision n'est pas portée en révision en application de l'article 5.1 du présent règlement, un avis de sa décision doit être notifié sans délai à la MRC. Un avis de la décision prise par le Conseil en révision d'une décision du Comité doit également être notifié sans délai à la MRC. L'avis est accompagné de copies de tous les documents produits par le requérant.

5.4 POUVOIR DE DÉSAVEU

Le Conseil de la MRC peut, dans les 90 jours de la réception de l'avis, désavouer la décision du Comité ou du Conseil. Il peut, lorsque la MRC est dotée d'un conseil local du patrimoine au sens de l'article 117 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c.P-9.002), le consulter avant d'exercer son pouvoir de désaveu.

5.5 TRANSMISSION DE LA DÉCISION DE LA MRC

Une résolution prise par la MRC, en vertu de l'article 148.0.20.1 de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), doit être motivée et une copie doit être transmise sans délai à la municipalité et à toute partie en cause, par poste recommandée.

5.6 DÉLAI POUR L'ÉMISSION D'UN CERTIFICAT

Aucun certificat d'autorisation de démolition ne peut être délivré par le fonctionnaire désigné avant l'expiration du délai de 30 jours prévu à l'article 5.1 du présent règlement ou, s'il y a eu la demande de révision, avant que le Conseil n'ait rendu une décision autorisant la démolition. Lorsque la demande concerne un immeuble patrimonial, aucun certificat d'autorisation de démolition ne peut être délivré avant la plus hâtive des dates suivantes:

- 1) la date à laquelle la MRC avise la municipalité qu'elle n'entend pas se prévaloir du pouvoir de désaveu;
- 2) l'expiration du délai de 90 jours prévu à l'article 5.4 du présent règlement.

6. OBLIGATIONS DU LOCATEUR

6.1 ÉVINCEMENT D'UN LOCATAIRE

Le locateur à qui une autorisation de démolition a été accordée peut évincer un locataire pour démolir un logement.

Toutefois, un locataire ne peut être forcé de quitter son logement avant la plus tardive des éventualités suivantes, soit l'expiration du bail ou l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de délivrance du certificat d'autorisation.

6.2 INDEMNITÉ

Le locateur doit payer au locataire évincé de son logement une indemnité de trois mois de loyer et ses frais de déménagement. Si les dommages-intérêts résultant du préjudice que le locataire subit s'élèvent à une somme supérieure, il peut s'adresser au Tribunal administratif du logement pour en faire fixer le montant. L'indemnité est payable au départ du locataire et les frais de déménagement, sur présentation des pièces justificatives.

6.3 AIDE FINANCIÈRE

6.3.1 SUBVENTION

Malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (RLRQ, c. I-15), la Municipalité peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs qu'elle détermine, décréter qu'elle accorde une subvention aux fins de la démolition de bâtiments irrécupérables, impropres à leur destination ou incompatibles avec leur environnement, ou aux fins de l'aménagement des terrains ou de la réparation des immeubles dégagés par la démolition. Le montant d'une subvention ne peut excéder le coût réel des travaux.

7. SANCTION, RECOURS, PÉNALITÉS

7.1 TRAVAUX NON DÉBUTÉS

Si les travaux de démolition ne sont pas entrepris avant l'expiration du délai fixé par le Comité, l'autorisation de démolition est sans effet. Si, à la date d'expiration de ce délai, un locataire continue d'occuper son logement, le bail est prolongé de plein droit et le locateur peut, dans le mois, s'adresser au Tribunal administratif du logement pour fixer le loyer.

7.2 TRAVAUX NON COMPLÉTÉS

Si les travaux ne sont pas terminés dans le délai fixé, le Conseil peut les faire exécuter et en recouvrer les frais du propriétaire. Ces frais constituent une créance prioritaire sur le terrain où était situé l'immeuble, au même titre et selon le même rang que les créances visées au paragraphe 5 de l'article 2651 du Code civil du Québec. Ces frais sont garantis par une hypothèque légale sur ce terrain.

7.3 INSPECTION

En tout temps, pendant l'exécution des travaux de démolition, une personne en autorité sur les lieux doit avoir en sa possession un exemplaire du certificat d'autorisation. Un fonctionnaire de la municipalité désigné par le Conseil peut pénétrer, à toute heure raisonnable, sur les lieux où s'effectuent ces travaux afin de vérifier si la démolition est conforme à la décision du Comité. Sur demande, le fonctionnaire de la municipalité doit donner son identité et exhiber le certificat, délivré par la municipalité, attestant sa qualité.

Est passible d'une amende maximale de 500 \$:

- 1) quiconque empêche un fonctionnaire de la municipalité de pénétrer sur les lieux où s'effectuent les travaux de démolition;
- 2) la personne en autorité chargée de l'exécution des travaux de démolition qui, sur les lieux où doivent s'effectuer ces travaux, refuse d'exhiber, sur demande d'un fonctionnaire de la municipalité, un exemplaire du certificat d'autorisation.

7.4 PÉNALITÉS

Quiconque procède ou fait procéder à la démolition d'un immeuble sans autorisation du Comité ou à l'encontre des conditions d'autorisation est passible d'une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 250 000 \$.

L'amende maximale est toutefois de 1 140 000 \$ dans le cas de la démolition, par une personne morale, d'un immeuble cité conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002) ou situé dans un site patrimonial cité conformément à cette loi.

7.5 RECONSTITUTION DE L'IMMEUBLE

Le Conseil peut obliger quiconque procède ou fait procéder à la démolition d'un immeuble sans autorisation du Comité ou à l'encontre des conditions d'autorisation à reconstituer l'immeuble ainsi démoli à ses frais. À défaut pour le contrevenant de reconstituer l'immeuble conformément au règlement, le Conseil peut faire exécuter les travaux et en recouvrer les frais de ce dernier. Ces frais constituent une créance prioritaire sur le terrain où était situé

l'immeuble, au même titre et selon le même rang que les créances visées au paragraphe 5 de l'article 2651 du Code civil du Québec. Ces frais sont garantis par une hypothèque légale sur ce terrain.

8. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

8.1 CERTIFICATS DÉJÀ ÉMIS

Dans le cas où un certificat d'autorisation aurait déjà été délivré en vertu d'un règlement d'urbanisme antécédent de la Municipalité, les travaux peuvent être exécutés conformément à ce règlement, dans la mesure où ils sont effectués pendant la période de validité du certificat d'autorisation.

8.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Saint-Valérien, ce 3^e jour d'avril 2023.

Marie-Paule Cimon, dir. gén.

Robert Savoie, maire

Avis de motion - règlement # 2023-357 sur la démolition d'immeubles

Donald Dubé donne un avis de motion, avec dispense de lecture, de la présentation pour adoption du règlement # 2023-357 sur la démolition d'immeubles.

2023-71

Adoption du règlement # 2023-353 modifiant le règlement relatif au stationnement dans les rues et chemins municipaux 98-168 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer les normes de stationnement en période hivernale

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté un Règlement relatif au stationnement dans les rues et chemins municipaux portant le numéro 98-168 pour l'ensemble de son territoire;

ATTENDU QUE les normes de stationnement en période hivernale nécessitent des clarifications;

ATTENDU QU'un avis de motion a dûment été donné à la séance ordinaire du 6 mars 2023 et qu'un projet de règlement a été déposé à cette même séance par Christian Beaulieu, conseiller;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Beaulieu, appuyé par Ghislain Blais et résolu à l'unanimité que le règlement numéro 2023-353 soit et est adopté et que le conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit :

Section I DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 1 TITRE

Le présent règlement porte le numéro 2023-353 et s'intitule « *Règlement 2023-353 modifiant le règlement relatif au stationnement dans les rues et chemins municipaux 98-168 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer les normes de stationnement en période hivernale* ».

Section II DISPOSITIONS NORMATIVES

ARTICLE 2 STATIONNEMENT INTERDIT EN TOUT TEMPS DANS LA PÉRIODE HIVERNALE

L'article 5.1 intitulé « Stationnement interdit en tout temps dans la période hivernale » est modifié. La modification consiste à ajouter, après le 1^{er} alinéa, le texte suivant :

« De plus, tout véhicule stationné ou immobilisé dans l'emprise d'un chemin public et nuisant aux opérations de déneigement durant la période mentionnée au premier alinéa, sera déplacé et remis au plus proche endroit convenable, aux frais de son propriétaire. »

ARTICLE 3 INFRACTIONS ET AMENDES

L'article 12 intitulé « Infractions et amendes » est modifié. La modification consiste à remplacer le premier alinéa par le texte suivant :

« Quiconque contrevient aux articles 3, 4, 5, 5.1, 6 et 7 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 300\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 400\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimum de 500\$ pour récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimum de 600\$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 500\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 600\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Pour une récidive, l'amende maximale est de 700\$ si le contrevenant est une personne physique et de 1000\$ si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus. »

Section III **DISPOSITIONS FINALES**

ARTICLE 4 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Marie-Paule Cimon, dir. gén.

Robert Savoie, maire

2023-72

Adoption du règlement 2023-355 modifiant le règlement concernant les nuisances 98-166 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer le montant des amendes

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté un Règlement concernant les nuisances portant le numéro 98-166 pour l'ensemble de son territoire;

ATTENDU QUE le montant des amendes a été établi lors de l'entrée en vigueur du règlement;

ATTENDU QU'il y a eu une inflation depuis l'entrée en vigueur du règlement;

ATTENDU QU'un avis de motion a dûment été donné à la séance ordinaire du 6 mars 2023 et qu'un projet de règlement a été déposé à cette même séance par Gilles St-Pierre, conseiller;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Donald Dubé, appuyé par Christian Beaulieu et résolu à l'unanimité que le règlement numéro 2023-355 soit et est adopté et que le conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit :

Section I DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 1 TITRE

Le présent règlement porte le numéro 2023-355 et s'intitule « *Règlement 2023-355 modifiant le règlement concernant les nuisances 98-166 pour la municipalité de Saint-Valérien afin de changer le montant des amendes* ».

Section II DISPOSITIONS NORMATIVES

ARTICLE 2 INFRACTIONS AU RÈGLEMENT

L'article 33 est modifié. La modification consiste à remplacer le premier alinéa par le texte suivant :

« Quiconque contrevient à quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 300\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 400\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimum de 500\$ pour récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimum de 600\$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 500\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 600\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Pour une récidive, l'amende maximale est de 700\$ si le contrevenant est une personne physique et de 1000\$ si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus. »

Section III DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Marie-Paule Cimon, dir. gén.

Robert Savoie, maire

2023-73 Autorisation de signature – Convention d'aide financière

Il est proposé par Christian Beaulieu, appuyé par Carl Desrosiers et résolu à l'unanimité d'autoriser le maire, M. Robert Savoie, et la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Marie-Paule Cimon, à signer la convention d'aide financière du Programme d'aide à la voirie locale Volet Double vocation pour et au nom de la municipalité de Saint-Valérien.

2023-74 Autorisation d'achat - alun

Il est proposé par Ghislain Blais, appuyé par Gilles St-Pierre et résolu à l'unanimité d'autoriser l'achat de 2 palettes, soit environ 3,000 kg d'alun chez Brenntag Canada inc., au coût de 4,000\$ approximativement plus transport.

2023-75 Fabrication d'un meuble cache-fil – bibliothèque

Il est proposé par Carl Desrosiers, appuyé par Donald Dubé et résolu à l'unanimité d'autoriser la fabrication d'un meuble cache-fil pour la bibliothèque au montant de 450\$, à même le budget d'entretien bibliothèque.

2023-76 Autorisation de paiement conditionnel – Constructions Stéphane Gagnon

Il est proposé par Ghislain Blais, appuyé par France Michaud et résolu à l'unanimité d'autoriser le paiement de la facture du décompte progressif # 2 de Constructions Stéphane Gagnon 2000 au montant de 44,087.08\$, conditionnel à l'approbation des travaux par Mme Marie-Hélène Nollet, architecte.

2023-77 Appui au FDR - projet de coordination de la Corporation de développement

Il est proposé par Carl Desrosiers, appuyé par Donald Dubé et résolu à l'unanimité de déposer une demande de financement de 29,990\$ (dont 20,000\$ issu de l'enveloppe réservée et 9,990\$ issu de l'enveloppe commune) au FDR pour le projet de Coordination de la Corporation de développement, un projet global de 61,160\$. La contribution municipale pour ce projet sera de 1,200 \$ en argent et 400\$ en nature (prêt de matériel, ligne téléphonique, etc. pour 10 mois).

Correspondance générale

2023-78 Services – Sûreté du Québec

Il est proposé par Gilles St-Pierre, appuyé par Christian Beaulieu et résolu à l'unanimité d'autoriser le paiement de la facture pour les services de la Sûreté du Québec au montant de 69 641\$ selon les versements suivants : 30 juin, 34 821\$ et 31 octobre 2023 de 34 820\$.

2023-79 Rémunérations additionnelles

Il est proposé par Donald Dubé, appuyé par Carl Desrosiers et résolu à l'unanimité d'autoriser un paiement de 20\$ chacun à France Michaud conseillère, Ghislain Blais et Christian Beaulieu conseillers pour 1 présence au comité voirie, 30\$ à Gilles St-Pierre pour 1 présence au comité CPE.

Période de questions

La levée de la séance est proposée à 21h30 par France Michaud et acceptée à l'unanimité.

Marie-Paule Cimon, dir. gén.

Robert Savoie, maire

Je, Robert Savoie, maire de la Municipalité de Saint-Valérien, approuve les résolutions votées lors de la séance ordinaire du 3 avril 2023, tenue à la salle du conseil, 181, route Centrale, à 20h00.

En signant ce document, cela équivaut à la signature de chaque résolution votée lors de cette séance, exception faite de la/ou des résolutions suivantes : _____.

Maire

Date

Séance extraordinaire des membres du conseil de la municipalité de Saint-Valérien, tenue au bureau municipal, salle du conseil, lundi le 24 avril 2023 à 19h30.

Sont présents: Donald Dubé, Christian Beaulieu, Gilles St-Pierre, Ghislain Blais, France Michaud,

Tous conseillers formant quorum sous la présidence de Monsieur Robert Savoie, maire. Aucune personne présente dans la salle.

Ouverture de la séance

L'avis de convocation a été signifié tel que requis par le Code municipal.

2023-80 Ajustement de contrat – ministère des Transports

Il est proposé par Christian Beaulieu, appuyé par France Michaud et résolu à l'unanimité d'accepter l'offre d'ajustement de contrat du ministère des Transports au montant de 55,000\$ par année pour les saisons 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, et autorise M. Robert Savoie, maire, à signer l'avenant au contrat au nom de la municipalité de Saint-Valérien.

2023-81 Affectation – réserve Voirie

Il est proposé par Gilles St-Pierre, appuyé par Ghislain Blais et résolu à l'unanimité d'affecter à la réserve Voirie le montant de 165,000\$ à recevoir du ministère des Transports pour ajustement du contrat de déneigement, ce surplus devant servir exclusivement aux ajustements salariaux possibles pour le déneigement, et à l'entretien été-hiver du réseau routier municipal.

2023-82 Déneigement route Ouellet

Il est proposé par France Michaud, appuyé par Christian Beaulieu et résolu à l'unanimité que la municipalité de Saint-Valérien informe Fermes des Marées inc. qu'elle procédera au déneigement de la route Ouellet en 2023-2024 pour un montant de 20,000\$ facturé sur la base d'une taxe de déneigement, plus surcharge de carburant pour la souffleuse, non négociable. Une confirmation de l'acceptation ou non de cette disposition devra être envoyée à la Municipalité par Fermes des Marées dans les plus brefs délais.

2023-83 Répartition – subvention SOPER pour CPE

France Michaud déclare son intérêt dans ce dossier et s'abstient de prendre part aux délibérations et de voter.

Considérant qu'un montant de 36,750\$ était prévu dans le montage financier de la demande de subvention présentée à la SOPER;

Considérant que la SOPER a accordé un montant de 22,550.34\$, équivalant à 1,070.38\$ pour chacune des places, soit près de 14,200\$ en moins;

Considérant que le CPE Aurore Boréale héberge 8 des 21 places prévues;

En conséquence, il est proposé par Ghislain Blais, appuyé par Donald Dubé et résolu à l'unanimité d'autoriser un paiement de 8,563.04\$ au CPE l'Aurore Boréale, correspondant au montant accordé par place par la SOPER.

Période de questions

La levée de la séance est proposée à 20h00 par France Michaud et acceptée à l'unanimité.

Marie-Paule Cimon, dir. gén.

Robert Savoie, maire

Je, Robert Savoie, maire de la Municipalité de Saint-Valérien, approuve les résolutions votées lors de la séance extraordinaire du 24 avril 2023, tenue à la salle du conseil, 181, route Centrale à 19h30.

En signant ce document, cela équivaut à la signature de chaque résolution votée lors de cette séance, exception faite de la/ou des résolutions suivantes : _____.

Maire

Date